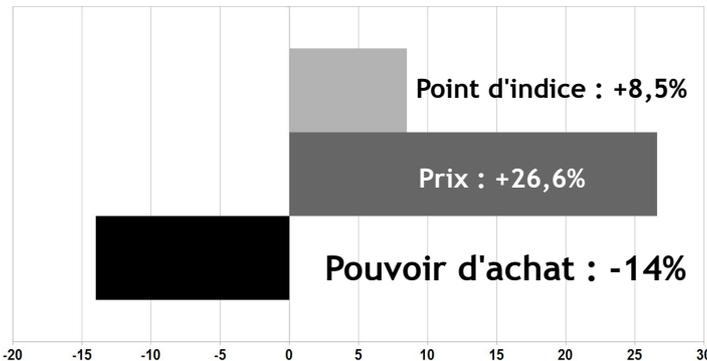


Une hausse des salaires, maintenant !

Salaires et pouvoir d'achat des fonctionnaires depuis 2000



Depuis 2000, les revalorisations du point d'indice, base de notre salaire, ont été systématiquement inférieures à l'inflation. Depuis 2010, le point d'indice étant gelé, notre pouvoir d'achat a baissé de 6%. Et c'est sans compter la hausse des cotisations retraite issue des deux dernières réformes, qui grignote carrément le salaire net...

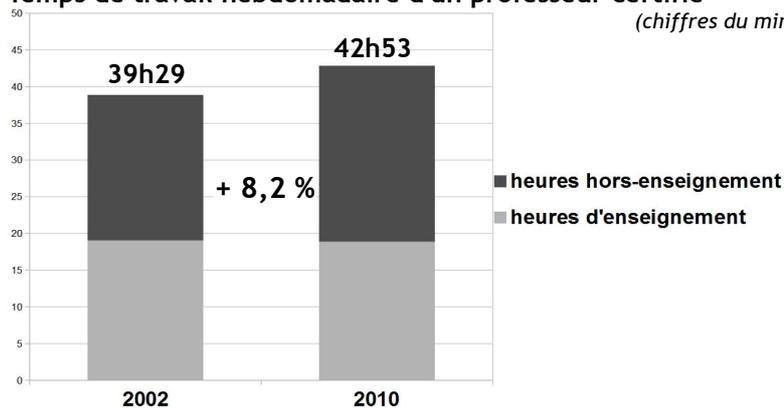
Dernière « trouvaille » : geler l'avancement des fonctionnaires... Peut-on vraiment croire qu'il s'agisse d'une simple provocation ?...

On nous dit qu'il faut « diminuer les dépenses publiques » à cause de « la crise »... Mais ce ne sont pas les fonctionnaires qui sont responsables de cette crise : ce sont les « marchés financiers ». Et le marasme actuel vient d'un manque de demande : baisser les salaires des fonctionnaires, diminuer l'investissement public, sabrer la protection sociale, c'est étouffer encore plus la demande, donc renforcer la crise et le chômage ! **La hausse des dépenses publiques n'est pas le problème : c'est la solution !**

Une amélioration des conditions de travail, maintenant !

Temps de travail hebdomadaire d'un professeur certifié

(chiffres du ministère)



Pendant que les salaires baissent, le temps de travail augmente...

Plus de classes à prendre en charge, plus d'élèves par classe, c'est plus de travail après la classe, et plus de fatigue pendant la classe.

Les projets de réforme de nos statuts ne règlent rien de ce problème !

Et c'est sans compter la « réunionniste » croissante, les « rattrapages » du mercredi, et la pré-rentree prévue en août jusqu'en 2016...

Des emplois publics, maintenant !

| Effectifs des agents de l'État (fonction publique d'État) | Variation 2004 - 2011 |
|---|-----------------------|
| Tous ministères | -29,7% |
| Éducation nationale et ens. sup. | -8,2% |

Depuis plus de 10 ans, les gouvernements sabrent dans les effectifs de la fonction publique. Le résultat ? Des services publics dont la qualité se dégrade, au détriment des usagers ; des agents dont le travail s'alourdit, et qui subissent des pressions croissantes pour « faire mieux avec moins » ; des perspectives d'embauche en moins pour les jeunes, de toute façon peu attirés par les conditions faites aux fonctionnaires.

Ce gouvernement n'a pas remis en cause cette logique : la « MAP » prolonge la RGPP dans de nombreux ministères, et les suppressions de postes continuent dans l'Éducation nationale.

EXIGEONS DE VRAIS CHANGEMENTS, MAINTENANT !

Dans le public et le privé, à l'appel de : CGT, FO, FSU, Solidaires

GRÈVE NATIONALE

MARDI 18 MARS 2014

Manifestation à Lille, 14h30, Porte de Paris